



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société CETAL
de satisfaire aux prescriptions relatives à la conformité de ses installations électriques de son
exploitation à BOIS DE HAYE**

N° 2022-01719

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
chevalier de la légion d'honneur
chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2005-444 du 23 juillet 2008 autorisant la société CETAL à exploiter une installation de fabrication de structures métalliques en aluminium comportant en particulier une installation de traitement de surface à BOIS-DE-HAYE (54840) ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé BV/NW/1697_2022 en date du 09/12/2022, dont copie a été adressée à la société CETAL, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que la société CETAL est tenue par l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 de disposer d'éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état ;

Considérant que l'inspection a constaté lors de sa visite d'inspection que le rapport annuel de vérification des installations électriques, produit en date du 26/09/2022, référencé 2231549-1-1, recensait 44 non conformités ;

Considérant que les actions de rémediation mise en oeuvre jusqu'alors par la société CETAL n'ont pas été d'ampleur suffisante pour lever les dites non conformités ;

Considérant que l'article 17 de l'arrêté ministériel susvisé dispose que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées et que les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables ;

Considérant que dès lors les dispositions de cet article ne sont pas respectées ;

Considérant que cette situation est de nature à présenter des dangers pour la sécurité de l'installation et pour la protection de l'environnement, intérêts mentionnés à article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ,

ARRETE

Article 1er : Champ et portée du présent arrêté

La société CETAL, dont le siège est situé 7 allée des Aulnes à BOIS-DE-HAYE (54840), autorisée à exploiter à la même adresse une installation de fabrication de structures métalliques en aluminium comportant en particulier une installation de traitement de surface est mise en demeure, **sous 2 mois à notification du présent arrêté** de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 en

- levant l'intégralité des non conformités mise en évidence dans le rapport de vérification des installations électriques exécuté au titre de l'année 2022 ;
- présentant un document établi par un bureau d'étude qualifié attestant la levée des dites non-conformités.

Article 2 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations rappelées et précisées par le présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par cette injonction, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il sera fait application des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 38 - 54036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Execution

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société CETAL

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy le 16 FEV. 2023
Le Préfet
pour le préfet
et par délégation,

Julien LE GOFF